

CIBLE

Otages

Heureuse nouvelle, la libération des otages français détenus en Irak montre que la politique de fermeté est efficace. Elle permet aussi de souligner, à l'encontre des jugements à l'emporte-pièce de nombreux commentateurs, que la France n'a cessé de mener, dans la crise du Golfe, un jeu à la fois rigoureux et subtil.

Rigoureux parce que sa solidarité avec ses alliés est sans faille. Subtil parce que le constat de la «logique de guerre» a été fait non dans un esprit belliqueux mais pour préparer, tout en affirmant sa force militaire, les voies de la paix. Comment pourra-t-on encore affirmer que la France ne songe qu'à «coller» aux Etats-Unis ? Solidaire et autonome, notre pays peut au contraire jouer un rôle capital dans le règlement des conflits du Proche-Orient.

Cette perspective encore fragile réjouira tous les Français, à l'exception de M. Le Pen qui pariait sur l'échec de sa patrie pour mieux affirmer son destin personnel. A l'odieux, il ajoute maintenant le ridicule.

SOCIAL

Le temps des révoltes



Harkis

Un combat trentenaire !

(p. 4)

Sillon

La Confédération paysanne

(p. 6-7)

M 2242 - 545 - 14,00 F



Golfe

PROMOTION

LES COURONNES DE L'EXIL

Stéphane
Bern

Balland

NOM/Prénom :

Adresse :

Code postal :

Ville :

☐ désire recevoir « Les couronnes de l'exil » de Stéphane Bern au prix promotionnel de 129 F franco de port.

Règlement à l'ordre de
«Royaliste»
C.C.P. 18.104.06 N Paris

Rester neutres ?

De la longue lettre que nous a adressée un de nos lecteurs critiquant notre analyse de la crise du Golfe, nous avons choisi les passages les plus significatifs.

« Voyons, nous le savons tous que, si au lieu de la nappe de naphthe dont il est constitué le Koweït n'avait eu qu'un gisement spirituel comme le Tibet, pas un shérif ne se serait déplacé. C'est en bonne partie une affaire de Parrains mafieux, furieux que l'un de leurs porte-flingues, après exécution d'un très gros contrat, ait réalisé un coup à son compte. Et rien de tel que les gangsters de haut vol, blanchis par la réussite et la puissance, pour tenir des propos moraux édifiants et confier d'ailleurs leurs enfants à de bonnes Maisons, religieuses.

« Alors l'intérêt de la France ? Pas si évident que cela... Peut-être, ne serait-ce que, pour une fois, ne pas céder à notre propension à nous mêler de tout sous prétexte de grandeur, comme souvent les gens qui ont un complexe de taille, aurait-il mieux valu, mais cela exige beaucoup de courage, de lucidité, d'indépendance, adopter une attitude de ferme neutralité. Sans employer le mot bien sûr ! Car les Français, je l'ai remarqué, détestent ce mot, le connotent de fadéur, lâcheté, indécision. (...) Une consolation toutefois, l'ordre d'intervention habituel pour la défense de la Liberté, de la Démocratie, est in-

versé : les Américains d'abord, les Anglais en second (position inchangée) et les Français, jusqu'à il y a peu, en troisième ligne. Bonne position pour prendre moins de châtaignes et être à même de ramasser les marrons sans trop se brûler. En stratégie, Louis XI est préférable à Cyrano. Autre consolation du reste, et petite confiance, Mitterrand tient beaucoup plus du sublime monarque que du sympathique bretteur poète. Après tout, il est le seul politique français contemporain à avoir gagné une guerre sans presque la faire, au Tchad.

« Mais est-il aussi indépendant que vous le dites ? On imagine sans peine l'énorme pression des groupes dits de pression, gigantesques, surpuissants - compagnies pétrolières, complexe militaro-industriel (...) réseaux financiers, lobby américain, israélien (ça se comprend !). Et il convient de ne jamais oublier le besoin qu'ont les Pouvoirs, pour maintenir leur pouvoir, de tensions qui, suscitant l'angoisse, la crainte, suscitent la soumission. »

Notre lecteur conteste ensuite notre « acharnement contre les Verts » et notre ton de « condescendance » : « Votre réflexion a

leur endroit est superficielle, malhabile, et me semble un peu ridicule. Superficielle, parce qu'elle ne tient pas compte de l'essentiel : ce que les royalistes et les Verts ont EN PRINCIPE en commun. Primo le souci de la durée, du long terme et des pensées longues. Secundo un certain sentiment d'appartenance à la nature. Je sais bien ce que le mot « nature » a d'ambigu, mais ni plus ni moins que tous les mots multi-ordinaux, les mots-valise, Dieu, Liberté, humain, révolution etc. Malhabile, parce que c'est peut-être dans la mouvance écolo qu'on rencontre le plus de gens volontiers ouverts à nos raisons, à un certain air royaliste de dire les choses. Certainement davantage que dans la socialiste encore fort marquée par une vision totalitairement républicaniste et laïcarde de l'Histoire et de la Politique (...) »

« Pour conclure, un intérêt primordial de la France étant, dans la meilleure tradition capétienne, de défaire l'Hégémonie, la politique présidentielle devra être jugée à ses effets de sape de la puissance des USA, requinquée par la baisse de celle de l'URSS. Il est possible que le choix de se placer aux côtés et juste en retrait des Américains permette de les marquer de près et de les contrer judicieusement au moment adéquat. Mitterrand est un joueur dont on ne peut juger le jeu qu'en fin de partie. »

Bernard L.
Rueil-Malmaison

royaliste

SOMMAIRE : p. 2 : Rester neutres ? - p. 3 : L'hôpital réformé ? - Alcools - p. 4 : Chez les anges - La lutte des harkis - p. 5 : Héliotropisme - p. 6/7 : La Confédération paysanne - p. 8 : Le souffle de l'esprit - Les faux-amis - p. 9 : Le sexe oublié - p. 10 : Irène impératrice - Néo-réalisme - p. 11 : Action royaliste - p. 12 : Face aux révoltes sociales.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
(1) 42.97.42.57
Dir. de la publication : Yvan AUMONT
Comm. parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (90 F), 6 mois (165 F), un an (240 F), de soutien (400F)*
(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

L'hôpital réformé ?

Quelques points positifs dans le projet de réforme hospitalière. Mais, hélas, que de poudre aux yeux !

Faisant suite à la loi Boulin de 1970, le projet de loi présenté par Claude Evin permettrait-il de conjurer une crise multiforme qui s'est traduite, voici deux ans, par d'impressionnantes manifestations ? Il est permis d'en douter, même si de bonnes dispositions méritent d'être soulignées. Parmi celles-ci, il faut retenir les dispositions sur la planification et sur les équipements, courageuses mais délicates à mettre en œuvre en raison de la multiplicité des acteurs et des groupes de pression. Autre point positif : la loi reconnaît l'évolution de la jurisprudence en matière de communication du dossier médical, tout en adoptant la solution la plus conservatrice puisque ce droit est réservé au médecin traitant.

Si ces principes méritent approbation, sous quelques réserves, on ne peut que déplorer le silence de la loi sur deux points majeurs. Pas un mot en effet sur les alternatives à l'hospitalisation, alors que l'hospitalisation à domicile est en attente de statut depuis 1974. Pas un mot non plus sur les droits du malade et sur son rôle dans l'institution. Il est vrai que la loi prévoit que « des usagers des institutions sanitaires et sociales » siègeront dans les comités nationaux et locaux de l'organisation sanitaire. Mais ces usagers ne seront pas représentés au conseil d'administration de l'hôpital, qui est le seul organisme de décision. Enfin, la loi est silencieuse sur les problèmes d'éthique, pourtant cruciaux, et demeure centrée sur les questions d'organisation.

L'organisation hospitalière est-elle, du moins, convena-



blement envisagée ? Hélas, le texte de la loi est un parfait exemple de phraséologie rocardo-technocratique qui permet d'éluder les problèmes ou de les renvoyer à plus tard, tandis qu'on ouvre largement de fausses portes. Sous le brouillard des mots et des concepts on s'aperçoit en effet :

- qu'il n'y a pas de remise en cause des structures de décision : la présidence des Etablissements Publics hospitaliers continue d'être assurée par les maires alors que certains établissements ne sont que fictivement rattachés à une commune, alors que cette présidence de droit n'a aucune implication pour son titulaire et ne s'accompagne pas obligatoirement d'un programme de soutien municipal.

- que la notion d'« Etablissement Public de Santé » ouvre sur le vide. On a voulu créer un régime juridique autonome, distinct de l'Etablissement Public Administratif (ce qui

signifie que son régime juridique est inadapté) et de l'Etablissement Public Industriel et Commercial. Mais l'E.P.S. n'est qu'un pompeux changement de nom qui ne fait référence à aucun contenu précis puisque le régime du personnel et le régime financier restent ceux de l'Etablissement Public Administratif.

- qu'on refuse de prendre en compte le rôle économique de l'hôpital et sa capacité à s'autofinancer. Certes la loi prévoit des actions de coopération, y compris à l'échelon international, et permet l'adhésion à des syndicats interhospitaliers et à des groupements d'intérêt public. Mais le syndicat interhospitalier est d'une invraisemblable lourdeur et le groupement d'intérêt public ne fait pas de bénéfices. Tel qu'il a été conçu, le texte de M. Evin décourage la réponse française à une très forte demande internationale quant à la gestion de projets hospitaliers à l'étranger. Il marque un recul catastrophique et cantonne notre pays dans un rôle d'aide humanitaire de type post-colonial. Il invite en outre au gaspillage des fonds publics, faute de critère de rentabilité.

Il faut enfin souligner que toute réforme hospitalière ou médicale qui ne s'accompagnera pas d'une réflexion sur le Conseil de l'Ordre et d'une réforme de celui-ci ne permettra pas l'exercice réel de la responsabilité médicale : il est en effet anormal qu'une catégorie s'auto-juge et le principe d'égalité devant la loi doit être rétabli. Incomplète et trompeuse, la loi Evin a pour premier avantage de souligner la nécessité d'une réforme simultanée en matière universitaire, hospitalière et judiciaire. Nous sommes loin du compte...

Denis JEAN

Alcools

Laisser les gens boire du vin, c'est lutter contre l'alcoolisme, a dit un centriste. Les jeunes n'auront plus le choix entre le Médoc et le Coca Cola : on proposera seulement ce dernier, qui représente un danger pour la santé des jeunes, a dit un socialiste.

C'est avec de tels arguments que le Sénat a rejeté l'article 7 du projet de loi de Claude Evin qui prévoyait l'interdiction de toute publicité en faveur de l'alcool dans les médias à partir de 1993. Cela à l'initiative d'une majorité de sénateurs socialistes qui ont fait passer leurs intérêts électoraux avant les exigences de la santé publique.

Les sophismes et les contre-vérités égrenés en séance ne peuvent en effet faire illusion : les sénateurs qui ont refusé l'article 7 du projet de lutte contre l'alcoolisme et le tabagisme ont rendu un mauvais service à la Haute Assemblée et à ses membres. En cédant aussi facilement aux groupes de pression - le vin n'est pas le seul domaine - les sénateurs démontrent qu'ils ne sont pas d'authentiques représentants de la nation, mais les mandataires de certains groupes et de certaines clientèles. Par voie de conséquence, ils incitent à poser de nouveau le problème de la représentativité du Sénat, de plus en plus faible en raison des transformations de la société française et de la répartition de ses habitants. Qui aura le courage d'entreprendre la réforme nécessaire qui ferait du Sénat une assemblée à nouveau représentative ?

Y.L.

Minitel 36 15
AGIR.NAR

Chez les anges

Ecartant les soucis tactiques, les centristes se sont réunis en convention nationale pour un débat d'idées à Saint Malo. Et l'esprit souffla...

Dans un remarquable article publié dans « Libération » (19 octobre), Jean-Louis Bourlanges examine l'identité centriste et les raisons de la marginalité du parti qui l'exprime. Héritier d'une tradition qui s'est doublement opposée à la culture dominante (le conservatisme de la droite, le rationalisme laïc des républicains), le CDS prétend se distinguer par la qualité morale de son engagement qui, loin de l'agitation médiatique et des ambitions personnelles « renvoie à la pureté originelle d'un monde à part, immatériel et réconcilié, dans lequel le service est un devoir, l'argent un gros mot, l'ambition un désordre, l'unanimité une loi, et le conflit un insupportable échec ». Ainsi, le centrisme « se veut une République des anges, gouvernée par l'esprit et délivrée du mal, et notamment de ce mal entre tous les autres qu'est la désunion des âmes... »



■ Pierre Méhaignerie.

de la République a voulu éviter en décidant le rapatriement de nos troupes d'occupation - estimant à juste titre qu'il ne fallait pas réveiller de mauvais souvenirs. Misère de l'angélisme centriste...

Cela dit, deux principes justes méritent d'être soulignés. D'abord le refus du régime présidentiel et de la réduction de la durée du mandat, au profit d'aménagement de la Constitution actuelle enfin acceptée par ces antigauillistes farouches. Ensuite la dénonciation du rôle pernicieux joué par le Front national et la condamnation de toute alliance et de « tous les accords électoraux de gestion, de désistement ou de retrait avec l'extrême-droite. » Une telle détermination devrait être imitée par toute la droite. Du bon usage de l'angélisme...

Sylvie FERNOY

La lutte des harkis

Vingt huit ans après la fin de la guerre d'Algérie, la situation des Harkis ne constitue pas seulement un scandale : c'est, pour la France, un déshonneur.

Les Harkis étaient des soldats engagés dans ce qu'on appelle pudiquement les « opérations de maintien de l'ordre » en Algérie. Engagés par les officiers français, sur la promesse que la France resterait. Puis, au moment de l'indépendance, abandonnés sur place par la France et voués à la torture, à la mort lente dans des camps ou à l'exécution sommaire. La honte absolue, ô général de Gaulle !

Ceux qui parvinrent à se réfugier en France furent regroupés dans des camps, dans l'attente de leur intégration à la société française. Certains sont morts, beaucoup attendent toujours et se désespèrent d'autant plus que leurs enfants sont eux aussi marginalisés et exclus. De fait, les Harkis subissent une exclusion multiforme : titulaires d'une carte nationale d'identité, et souvent d'une carte d'ancien combattant, ces Français sont considérés comme des immigrés par leurs concitoyens dits « de souche » et rejetés par les immigrés Algériens en raison de leur engagement passé. Quant aux gouvernements successifs de la France, ils n'ont cessé de les oublier.

C'est contre cet « oubli » que les Harkis avaient lancé un mouvement de protestation de grande ampleur en 1975. De toutes les formations politiques du pays, les royalistes avaient été les seuls à les soutenir : l'extrême droite de l'époque se souciait des harkis comme d'une guigne et la gauche humanitaire fermait les yeux. Manifestations, occupations, grèves de la faim avaient marqué cette lutte. Quelques mesures avaient été prises, et des promesses avaient été faites...

Et depuis ? La gauche est venue, mais rien ne s'est passé. Il y a toujours des camps (Bias), les indemnités promises en 1962 n'ont pas été totalement versées, l'intégration n'est toujours pas faite, ni pour les Harkis, ni pour leurs enfants. Alors, le 4 octobre à Agen, il y a eu une manifestation pacifique pour demander la réunion de la table ronde promise par Claude Evin depuis...un an. Comme on ne leur répondait pas, ils ont occupé le Service central des rapatriés et demandé à être reçus par le président de la République. Une charge de CRS a été la seule réponse, qui ne pouvait provoquer qu'un surcroît de colère et de nouvelles actions.

L'Elysée, Matignon et le délégué interministériel aux rapatriés continueront-ils à bercer les Harkis de bonnes paroles et de fausses promesses ? La France a contracté à leur égard une immense dette. Après vingt-huit années d'un silence méprisant, il faut qu'elle l'honore.

Yves LANDEVENNEC

Un timbre c'est bien ... mais c'est un peu court !



L'année dernière, les pouvoirs publics avaient émis un timbre en hommage aux harkis. Bonne idée certes, mais qui ne remplace pas une politique qui assurera le règlement définitif de cette question qui traîne depuis 28 ans !

Héliotropisme

Le conflit avec l'Irak, le Liban, la guerre israélo-arabe rappellent à l'Europe tout entière que son destin se joue autant et peut-être plus au sud qu'à l'est.

L'ouverture à l'est ne modifie pas, quoi qu'on puisse en penser, la géopolitique européenne. Après l'entrée de l'Espagne et du Portugal et le miracle italien, la fin de la coupure est-ouest n'ouvre pas tant l'Europe vers l'Est qu'elle ne libère à l'est les solidarités naturelles nord-sud. La Pologne se sait latine et axée sur Rome, siège du pontife polonais. La Tchécoslovaquie veut servir de trait d'union, non entre l'est et l'ouest, ce qui est périmé, mais entre le nord et le sud, en entrant dans la « pentagone » (1) où elle rejoint l'Autriche, la Hongrie, la Yougoslavie et l'Italie, la flèche pointée sur Venise et Trieste. Si la Scandinavie rejoint l'Europe, ce n'est pas pour renforcer le pôle nordique mais pour s'ouvrir au sud. Où se situe le centre de gravité de la nouvelle Allemagne orientale sinon dans les lander du sud, Saxe et Thuringe ? Et dans l'Allemagne unie, c'est l'Allemagne du sud qui gagne la flèche pointée sur Munich et Leipzig.

L'Europe continue de tourner autour de son axe. Elle a tout intérêt à rester ainsi « orientée ». A ne regarder que soi, à faire respecter ses frontières intérieures héritées des deux dernières guerres, avec ses problèmes de minorités et de réfugiés, elle ne ferait que retarder sur l'Histoire, répéter le passé, et connaître un sort identique à celui de l'OUA gardienne des frontières héritées, elles, de la colonisation. Est-ce un objectif que celui de constituer une OUE, Organisation de l'Unité Européenne, à laquelle

on demanderait simultanément de superviser le désarmement conventionnel, comme une sorte d'Agence internationale de l'énergie atomique (l'AEIA basée à Vienne), et de s'interposer entre ses membres, en créant une force de police à base de brigades franco-allemandes, germano-polonaises ou italo-tchèques, bérêts bleus étoilés. L'Europe n'échappera à ses démons domestiques que si elle se découvre une solidarité qui la concerne tout entière. Celle-ci lui est dictée par l'existence, à ses confins méditerranéens et orientaux, d'une ligne de faille majeure, de foyers de crise. Qu'elle le veuille ou non elle n'a pas le choix.

Plutôt que de subir cette contrainte, elle doit la vouloir. Car il faut bien voir ce que cela implique. Les crises méditerranéennes et moyen-orientales sont « grosses » d'Europe s'il est possible d'identifier celle-ci par rapport à la fois aux Nations-Unies, aux Etats-Unis, à la Russie ou à chaque Européen en particulier. On peut très bien penser en effet que ce sud soit l'affaire de New-York parce qu'il ne s'agit pas de l'Islam contre la chrétienté (« Europe chrétienne »), ou de Bruxelles-OTAN parce qu'il s'agit du terrorisme contre l'Occident, ou d'Helsinki (Bush-Gorbatchev) parce que ce sont les blancs contre tous les autres !

La prochaine conférence de la CSCE à Paris intéresse d'autant moins les Américains que le Golfe a la priorité. Et si c'était précisément l'inverse : qu'à cause du Golfe, la CSCE était d'autant plus vitale ? Par contre, elle intéresserait

d'autant plus les Russes et autres Slaves que le Golfe n'y serait pas le sujet central, alors que le meilleur moyen pour l'Est de s'intégrer à l'Ouest dans une « maison commune européenne » serait au contraire de voir d'un même œil les principaux enjeux du continent dans le contexte global. Associer les diplomates d'Europe centrale à notre politique méditerranéenne et de façon générale à notre stratégie au sud, ne serait-ce pas les traiter en adultes, les accepter comme des partenaires à part entière dans la nouvelle Europe ? Sinon de quoi discuterons-nous : des Sudètes, de la Transylvanie ? Ridicule !

En ce qui nous concerne, l'enjeu est d'importance. Si l'Europe se perçoit toujours en un Ouest, un Centre et un Est, l'Allemagne demeure la ligne de front, même si celle-ci ne la traverse plus et que la limite est repoussée de l'Elbe à l'Oder ou à la Vistule. En revanche, si l'Europe se conçoit par rapport à un sud, question de tropisme, c'est la France et l'Italie, voire l'Espagne, mais aussi la Russie (Caucase et Asie centrale) et la Turquie qui passent en première ligne et deviennent, au sud-ouest et au sud-est, le glacis de l'Allemagne unie, au lieu que l'Allemagne de l'Ouest soit le glacis de la France et la RDA le glacis du monde soviétique hier. Il faudra très vite en tirer toutes les conséquences.

Qu'on m'entende bien : l'Europe ne se fera pas parce qu'on aura recréé un ennemi. Elle ne peut commencer à se faire que si l'on cesse de se penser horizontalement ou en plan fixe. Tous les fleuves coulent vers la mer, les plantes et les fleurs se tournent vers la lumière, c'est aussi simple.

Yves LAMARCK

Cité

N° 24 - 35 F

Revue de la Nouvelle Citoyenneté

IMMIGRATION



DOSSIER IMMIGRATION

- Editorial par Pierre-Paul Zalio
- Entretien avec Gérard Noiriel
- Immigration, nation, natalité par Jean-Claude Barreau
- L'immigration en perspective par Michel Hannoun
- De l'affaire du voile au voile de l'affaire par Pierre-Paul Zalio
- Entretien avec Harlem Désir
- L'exclusion comme nécessité tragique ? (Réflexions sur « La Force du Préjugé »)

MAGAZINE

- Si Louis XV m'était conté par Marc Desaubliaux
- Voyage dans un festival « zuu » par Olivier Masclet
- Revue des revues : Mémoires d'Europe par B. La Richardais
- Revues reçues

BULLETIN DE COMMANDE OU D'ABONNEMENT

Nom/Prénom :

Adresse :

☐ commande le numéro 24 de "Cité" et verse 35 F.

☐ s'abonne à "Cité" pour un an (4 numéros) et verse 125 F.

Règlements à l'ordre de
"Cité"

CCP Paris 23 982 63 N



La Confédération paysanne

● **Royaliste** : Pourriez-vous nous présenter la Confédération paysanne ?

Guy Le Fur : La Confédération paysanne a été créée en 1987. Elle est issue de la Confédération Nationale des Travailleurs paysans, fondée au début des années soixante-dix, de la Fédération Nationale des Syndicats paysans, créée en 1983, et d'organisations syndicales départementales qui n'étaient rattachées à aucune organisation nationale.

Lors des dernières élections professionnelles, où l'ensemble des agriculteurs étaient appelés à voter, la Confédération paysanne a obtenu 20% des voix. A titre de comparaison, la FNSEA et le CNJA ont fait 64% des voix. Je tiens à préciser que nous n'avons pas de responsabilités dans les organisations économiques et bancaires. Il y a dissociation entre ce type de responsabilités et celles qui sont prises au sein de notre Confédération. Cela signifie que nous donnons la priorité à la défense des agriculteurs, et non pas à la défense de l'organisation économique et bancaire où l'on voit trop souvent que les agriculteurs sont les otages de décisions prises par ces organisations en fonction de leurs intérêts propres.

● **Royaliste** : On vous présente souvent comme une organisation proche du Parti socialiste.

Guy Le Fur : On le dit... Mais nous n'avons strictement rien à voir avec le Parti socialiste. D'une part, le cumul des responsabilités syndicales et politiques est interdit par nos statuts. D'autre part, nous avons aujourd'hui la démonstration que les idées défendues par la Confédération paysanne ne sont reprises par aucune formation politique. J'ajoute que ce principe de l'indépendance syndicale n'est pas respecté par la FNSEA : comme l'a rapporté la

presse lors du dernier débat parlementaire sur l'agriculture, trois mille responsables de la FNSEA ont sifflé Mermaz et applaudi Chirac, alors que ni l'un ni l'autre n'ont répondu aux préoccupations actuelles des paysans.

● **Royaliste** : Quelles sont, pour votre organisation, les conséquences de ces résultats électoraux ?

Guy Le Fur : Si nous avions été une organisation syndicale ouvrière nous aurions immédiatement obtenu la représentativité, en raison de ces 20% de suffrages. Or il a fallu que nous nous battions pendant plus d'un an contre le gouvernement pour obtenir le décret sur la représentation, qui est sorti le 28 février, treize mois après le résultat des élections. Mais ce décret ne faisait que présenter les conditions à remplir quant à la représentation syndicale, et nous attendons toujours le décret reconnaissant la représentativité de la Confédération paysanne, alors qu'elle remplit toutes les conditions. De plus, le décret du 28 février prévoit que la Confédération ne sera pas représentée dans toutes les organisations : je pense notamment aux Offices, où bizarrement on considère que nous ne devons pas être représentés. Il y a donc un domaine réservé, celui des décisions importantes, où l'on ne veut pas qu'on sache comment elles se prennent. Ainsi l'OFIVAL, office de production de viande ovine et bovine : quand on voit son incapacité à prévenir les crises, à prendre les mesures nécessaires pour les pallier, quand on voit comment les représentants des groupes de filières s'en mettent plein les poches, on devine pourquoi on nous empêche d'entrer dans ces lieux où le copinage semble être de rigueur.

● **Royaliste** : Quelle est votre attitude, quant aux récentes manifestations paysannes ?

Guy Le Fur : Il faut d'abord parler de leurs causes profondes. Il y a trente ans, nous avons eu une loi d'orientation agricole et la mise en place du marché commun agricole qui s'est faite en fonction d'objectifs précis qui correspondaient aux problèmes du moment. L'une des priorités était alors de combler notre déficit alimentaire au niveau européen. C'est ainsi qu'on a établi un certain nombre de règles, notamment celle du soutien aux produits pour avantager ceux qui se lançaient dans la production.

Quinze ans après, nous étions passés d'une situation déficitaire à une situation excédentaire dans pratiquement toutes les productions, et les règles sont restées les mêmes - mais on a progressivement accepté que le soutien soit limité et que les règles de l'économie de marché soient de plus en plus appliquées. Cela ne pouvait qu'entraîner des crises puisque 1% d'excédent d'offre par rapport à la demande peut conduire à des



Face à l'impasse de la politique agricole, contre la logique meurtrière du néo-libéralisme, contre la soumission de l'Etat aux intérêts des plus puissants, la Confédération paysanne, enfin considérée comme représentative, a le mérite de présenter un projet économique et social cohérent. Nous remercions son porte-parole, M. Guy Le Fur, d'avoir accepté de le présenter à nos lecteurs.

baisses de prix de 20 à 30%. Pour retrouver le niveau d'offre qui correspond à la demande, il faut qu'il y ait une élimination de producteurs. Le schéma est le suivant : il y a crise, élimination de producteurs, concentration de la production entre les mains de quelques-uns, puis nouvelle phase de développement de la production qui provoque une autre crise. Comme les agriculteurs se sont beaucoup modernisés, les crises deviennent de plus en plus rapprochées ; et comme la spécialisation est croissante dans une agriculture qui est devenue une industrie lourde (pour créer un emploi il faut beaucoup investir) les agriculteurs ne peuvent ralentir leur rythme et ils rognent sur leurs conditions de travail et de vie pour tenter de compenser la perte de revenu.

Nous sommes donc dans une logique de crise, et ces crises fonctionnent comme agents de régulation entre l'offre et la demande. Bien que deux agriculteurs sur trois aient quitté la terre depuis trente ans, les agriculteurs se sentent de plus

en plus vulnérables en raison du coût de leurs investissements. De plus, le mouvement de concentration de la production est désastreux : quinze départements français assurent actuellement 50% de la production et, dans trois ou quatre ans, leur part sera de 60 ou de 70%. Quant au revenu agricole, il est en général inférieur au SMIC et les aides publiques, qui sont importantes, sont accaparées par une minorité. Aujourd'hui 20% des agriculteurs français accaparent plus de 80% des aides publiques. Il faut aussi savoir qu'au niveau européen, 20% des agriculteurs récupèrent 94% des aides publiques. Ce qui est scandaleux.

● Royaliste : Qui sont ces agriculteurs privilégiés ?

Guy Le Fur : Surtout les producteurs de lait et de céréales, qui récupèrent aussi les aides à l'investissement. Ce sont toujours les plus faibles, les moins intensifiés qui sont exclus des aides. Le dernier exemple est celui de l'aide sécheresse 1989 : dans certains départements, deux tiers des agriculteurs en ont été exclus parce qu'ils n'étaient pas assez intensifs. Nous considérons que le bilan de trente années de co-gestion entre la FNSEA et les pouvoirs publics est catastrophique. Si on prolonge les tendances, on va vers une concentration de la production dans le grand ouest et dans le bassin parisien. Ailleurs, à part la viticulture, ce sera le désert. Et n'oubliez pas que certains prétendent que les choses iront mieux quand nous aurons 2% d'agriculteurs - alors que nous en avons 7% actuellement. Or nous voyons qu'aux Etats-Unis, où il y a 1,6% d'agriculteurs par rapport à l'ensemble des actifs, 30% de ces agriculteurs restants sont en situation de faillite, avec un coût par agriculteur bien supérieur à ce qu'il est en Europe. Nous considérons donc que le moment est venu de mettre à plat l'ensemble des problèmes agricoles et de tracer de nouvelles perspectives.

● Royaliste : Une nouvelle loi d'orientation ?

Guy Le Fur : Nous proposons en effet une nouvelle loi d'orientation agricole et rurale. La loi actuellement appliquée a trente ans et pendant cette période la situation a autant évolué que pendant les deux siècles précédents. Les pro-

blèmes sont aujourd'hui totalement différents en raison de la mécanisation, de l'évolution de la technique, de la productivité, de l'évolution de la consommation et de la société. Vous savez que notre société veut des produits de qualité et un environnement protégé. Il faut aussi se préoccuper de l'aménagement du territoire et de son occupation : aujourd'hui, 50% des communes rurales se trouvent dans une situation de désertification qui remet en cause l'existence même de ces communes et, par conséquent, l'existence normale des gens. C'est pourquoi nous souhaitons le vote d'une nouvelle loi agricole ET rurale afin que soient pris en compte l'écologie, l'environnement, l'occupation du territoire, l'entretien de l'espace.

● Royaliste : Vous n'avez pas encore parlé des récentes manifestations ?

Guy Le Fur : On a vu que ces manifestations ont souvent dégénéré dans la violence. Ce qui pose la question de la prise de décision dans notre pays. On a trop tendance à considérer que la gravité des violences est proportionnelle à la gravité des problèmes. Trop souvent, les responsables attendent que des violences soient commises pour prendre des décisions alors qu'ils disposent en temps utiles de toutes les données nécessaires. Il n'est pas normal que les responsables politiques et les représentants syndicaux se retrouvent en secret après les manifestations pour prendre des décisions - ce qui légitime l'usage de la violence. N'oublions pas que le Front national, qui exploite le désespoir paysan, profite de ce climat de violence. Partant de ce constat, nous avons quant à nous mis en place les « Fermes de l'avenir » : nous sommes allés vers les citoyens, en ouvrant le débat, en expliquant la situation des agriculteurs, les problèmes qu'ils affrontent, et en expliquant qu'on ne pouvait plus se contenter des recettes, parfois incohérentes, qu'on utilise depuis quinze ans pour faire face au malaise croissant. Grâce aux trente deux fermes de l'avenir mises en place, nous avons pu rencontrer 500 000 personnes environ. C'est évidemment un autre style que la moisson des Champs-Élysées, organisée par le CNJA le 24 juin dernier, et dont le coût a représenté huit

années de fonctionnement budgétaire de la Confédération paysanne.

● Royaliste : Cette remise à plat sur le plan national implique-t-elle un réexamen de la politique agricole commune ?

Guy Le Fur : On ne peut discuter d'une nouvelle loi agricole en France sans qu'on réexamine la politique agricole commune - ce que souhaitent nombre d'agriculteurs européens qui veulent qu'on tienne compte des diversités régionales. C'est cette nécessité que nous allons faire valoir au niveau européen. Il faut supprimer le système d'aide aux produits, et trouver un système d'aide au producteur, qui l'incite à produire jusqu'à un volume donné de production avec prix garanti - sachant que cette mission de production s'accompagne de l'entretien de l'espace et de défense de l'environnement.

Cette conception transformera les comportements : pour améliorer leur revenu, les agriculteurs ne pourront plus compter sur le développement de leur volume de production, mais sur la valeur ajoutée. Jusqu'à présent, plus on introduisait de consommations intermédiaires dans les produits (avec les conséquences que l'on sait sur l'environnement) plus le revenu augmentait. Il faut au contraire valoriser au mieux le potentiel agronomique des sols pour augmenter la marge au kilo et non plus au nombre de kilos. Cela permettra aux agriculteurs de vivre de leur métier en respectant l'environnement car, là où il y a des hommes, l'espace est entretenu. Nous proposons donc un contrat social liant l'Etat, les collectivités territoriales et les paysans, sur la base de droits et de devoirs clairement définis, et, au niveau européen, une production mieux répartie entre les régions et une nouvelle attitude dans les négociations internationales, afin que les Etats-Unis n'imposent pas leur propre logique économique, et que les pays du tiers-monde puissent parvenir à l'autosuffisance alimentaire.

C'est dans le cadre d'un tel projet que nous pourrions conjuguer les intérêts et les aspirations des paysans, des citoyens et des ruraux, et faire en sorte que, dans notre pays, la terre demeure accueillante pour tout le monde.

Propos recueillis
par Bertrand Renouvin

Délivrance

Le souffle de l'esprit

Après la fin du communisme, l'avenir appartient-il au capitalisme ? Le moment est au contraire venu de la soumettre à une vraie critique.

Qu'on l'approuve ou pas, Jacques Julliard se lit toujours avec plaisir. Vivacité de la plume et sens de la formule mais, surtout, solidité d'une analyse nourrie d'histoire et d'une longue familiarité avec les penseurs de la modernité. Courage, aussi, d'un homme qui a tenu bon au plus fort de la vague néo-libérale, se battant pied à pied et continuant de le faire. Somme toute, Jacques Julliard est notre rocardien préféré - entendez par là celui qui, à nos yeux, est en train de donner sens et cohérence à ce qu'il appelle un « modernisme de gauche ».

Que dit-il, dans son dernier livre (1), qui permette de faire vivre le débat civique - et pas seulement à gauche ? D'abord que la fin du communisme ne signifie pas la fin de l'histoire - cette utopie d'un marché où s'abolirait l'aventure humaine. Si la démocratie constitue notre réalité difficile et notre horizon, elle est une exigence à penser et à vivre selon la justice. Car la mort du socialisme marxiste n'implique pas la disparition de la question sociale. Celle-ci demeure, dans toute son acuité - il suffit de sortir dans la rue pour s'en apercevoir. Les socialistes démocrates auraient dû être les premiers à en tirer des conclusions théoriques et pratiques, dans la fidélité à leur intention originelle qui était de protéger les plus faibles contre la violence de l'économie.

Or il y a, dans la tradition socialiste et dans le parti qui s'en réclame, ce que Julliard appelle une « stagnation » intellectuelle et politique qu'on pourrait prendre pour une reddition à la force des choses (le fameux réalisme) et à la dictature de l'argent. Le fait est



■ Jacques Julliard : notre rocardien préféré...

que le Parti socialiste n'a plus rien à dire aux ouvriers, aux fonctionnaires, au peuple de gauche qu'il entend représenter. Pourtant, une critique du capitalisme triomphant est possible et nécessaire. Julliard en fait la démonstration, sans jamais recourir au jargon technique ou à la vieille langue de bois. Esquisse d'une nouvelle critique de l'économie politique par laquelle il rejoint, comme nous autres, la « quête du sens » d'André Gorz.

L'ambition n'est pas seulement intellectuelle. Car Julliard nous dit que le grand souffle de l'esprit qui a balayé le communisme emportera le capitalisme, et que le mouvement qui frémit annonce la délivrance. Voici reprise la prophétie clavelienne. Nous sommes quelques uns, proches par la fidélité et dans l'espérance, à ne l'avoir jamais oubliée.

B. LA RICHARDAIS

(1) *Le Génie de la Liberté*. Seuil 1990

France-Allemagne

Les faux-amis

« La plus grande confusion dans les relations franco-allemandes est créée par le terme d'amitié. » L'amitié obligatoire, l'idéalisme fusionniste, l'intimité privée des dirigeants politiques, la solidarité nécessaire, ne peuvent conduire qu'à la déception. Les sentiments doivent céder le pas au parler vrai, le seul qui soit de mise entre deux vrais amis.

George Valance, dans *France-Allemagne, le retour de Bismarck* (1), remarquablement enlevé, intitule l'un de ses chapitres : « quelques vérités sur un couple aussi parfait ».

La première condition de cette relation nouvelle est de s'entendre sur les mots. Les frontières géographiques une fois tombées, subsistent les identités culturelles qui se sont constituées à l'abri des premières. Un des premiers acquis de l'unité allemande, souligné par Roland Dumas dans *Die Zeit* (2), serait la fin de la déculturation, héritage du nazisme qui a perverti « le sens des manifestations les plus hautes de la culture allemande ». L'image était en effet inversée. Si en France le siècle était marqué, selon le mot de Julien Benda, par « l'organisation intellectuelle des haines politiques », en Allemagne, comme le montre magnifiquement Fritz Stern dans *Politique et désespoir* (3), il l'a été par « l'organisation politique des haines culturelles ». L'Allemagne retrouve l'accès à la culture universelle. Mais pour nous la comprendre, et pour eux nous comprendre, suppose non pas tant de reconnaître des stéréotypes nationaux, mais de devenir authentiquement bilingues. La promenade « au jardin des malentendus » (4) à laquelle nous invitent les textes publiés par Actes Sud est un travail « difficile et parfois douloureux » mais indispensable d'anamnèse, débusquant les faux sens ou contresens auxquels nous induisent les faux-amis de

la langue : « Nous cherchons pour la pensée et la culture une fluidité et une perméabilité que les capitaux et les marchandises ont déjà atteintes ».



■ En 1988, le 25^e anniversaire du traité sur la coopération franco-allemande.

Ce n'est qu'en ayant dépassé ou passé par ces présupposés culturels que l'on pourra avancer sur la question de la démocratie, à savoir : le 3 octobre, est-ce la démocratie allemande ou la nation allemande qui a célébré son unité ? Kultur s'opposait en effet aussi à démocratie tant que Kultur signifiait une culture exclusive, un ordre, un parti. L'unité politique retrouvée dispense les Allemands de l'unité culturelle. Elle doit leur permettre d'accéder, comme à nous, à la culture double et triple en Europe.

Y. L. M.

(1) Georges Valance, *France-Allemagne : le retour de Bismarck*, Ed. Flammarion. Prix franco : 111 F.

(2) *Faut-il avoir peur de l'Allemagne*, 14 septembre 1990.

(3) Fritz Stern, *Politique et désespoir : les ressentiments contre la modernité dans l'Allemagne d'avant Hitler*, Ed. Armand Colin, prix franco : 262 F.

(4) Jacques Leenhardt et Robert Picht, *Au jardin des malentendus : le commerce franco-allemand des idées*, Actes Sud, prix franco : 162 F.

Le sexe oublié

■ Gérard Leclerc



Titre incongru ! Tout au moins, à première vue, car il suffit de regarder le premier kiosque à journaux venu, pour s'apercevoir que loin d'être oublié, le sexe semble concentrer toutes les convoitises d'une société. Mais il ne suffit pas de montrer pour connaître. La frénésie du voyeur constitue une pathologie de la vision et du sentir en général et il arrive que la sensualité résorbe toute possibilité réelle de savoir. C'est une des remarques fortes de Tony Anatrella : « *Les émotions limitent le sexe* ». Toute une civilisation s'enferme dans une psychologie sensorielle dont le film *Le grand bleu* et son énorme succès rendent compte avec éloquence : « *L'eau, la mer et la mère sont des thèmes évocateurs d'un imaginaire dont on ne sort pas, quitte à en mourir ou à se donner la mort faute de père* ». Jacques, le héros ne parle pas, ne communique pas. Il coupe tous ses liens avec le monde extérieur et refuse la vie adulte de toutes ses forces. Belle parabole d'une vie des sens fermée sur soi et produisant une déréalisation du monde et une survalorisation du corps, puisqu'il est le lieu de la sensation.

Il n'est pas évident que ce soit favorable au plaisir. Le principe de réalité doit jouer et faire subir un travail de transformation au plaisir pour que celui-ci soit viable. Il y a là une subtile alchimie pour que soit satisfaite la part nécessaire de gratification dont a besoin l'individu au regard de ses dépenses neurobiopsychologiques et pour éviter une recherche immédiate et systématique de satisfaction qui débouche sur une psychologie de toxicomane. « *Nous sommes ici confrontés à l'un des problèmes psychologiques de l'homme contemporain, qui se vit comme un univers éclaté. Les pulsions cherchent leur gratification chacune pour leur propre compte, parfois au détriment du sujet lui-même* ». Et du corps lui aussi. Il est frappant de voir à quel point dans les représentations le corps peut être morcelé, si ce n'est disloqué quand il ne devient pas asexué.

En publiant un livre aussi à contre-courant, dans la mesure où il prend pour cible un grand nombre de mythes de la révolution sexuelle des années 60-70, le psychanalyste Tony Anatrella est sans doute proche des jeunes générations qui ont pris conscience d'une certaine impasse de la sexualité libérée et sont à la recherche d'une qualité relationnelle affective qui ne soit pas à la merci des satisfactions immédiates. Cette matérialité nouvelle est apparue avant même que la menace du sida fasse ressentir ses effets. Mais le souci de l'auteur n'est pas d'être au diapason de la dernière vague, il est d'aider par une lucidité contagieuse.

Pour cela, il faut sortir du brouillard de la psychologie sensorielle pour atteindre une psychologie vraiment rationnelle. La psychanalyse y aidera en rappelant un certain nombre de vérités premières, niées avec efficacité par tout un univers médiatique. Il suffit de se souvenir de la série télévisée, proprement inénarrable, intitulée *L'amour en France*, où les auteurs avaient pour unique souci de communiquer à leurs interlocuteurs leurs propres obsessions. Ce faisant, ils mettaient, à leur corps défendant, en évidence que la sexualité est une réalité *sui generis*, intime, imaginaire et symbolique. L'intérêt majeur du livre d'Anatrella est, au-delà de l'analyse des symptômes de la maladie, de rappeler ce qu'est justement cette réalité de la sexualité humaine. « *Le sexe ne peut pas exister pour lui-même, sinon il risque de détruire le désir : il n'est qu'une des modalités*

de la sexualité, qui définit elle-même l'économie interne de la personnalité. La sexualité ne concerne pas que le sexe puisque c'est d'elle dont va dépendre la nature de la relation d'un individu avec les autres et son environnement ; son champ est donc beaucoup plus vaste que celui des activités sexuelles. Et l'on peut vivre une sexualité satisfaisante et bénéfique sans avoir de nombreuses activités sexuelles - ni même aucune ». La chasteté peut être en effet une relation pleinement épanouie avec l'autre.

Pour comprendre cela, il faut saisir que la vie relationnelle est le maître mot de la vie sexuelle et qu'elle se construit patiemment à travers les étapes de l'existence. Elle est potentiellement en devenir à la différence de l'instinct chez les animaux. Il est extrêmement important de maintenir la dimension d'intériorité de la relation, sans laquelle la vie sexuelle se vit seulement à travers les mouvements du corps et répond simplement aux frustrations et aux excitations. Il importe donc de rendre à cette vie toute son ampleur, en refusant par exemple la dissociation opérée par une société contraceptive et même abortive qui sépare absolument la sexualité de la fécondité.

Nous abordons ici un débat fondamental. En effet, si la sexualité a été considérablement valorisée, c'est pour encourir le risque d'être déconnectée de l'ensemble des fins de la vie humaine et donc de la recherche du sens. L'avis du psychanalyste Viktor Frankl est là-dessus catégorique : « *Ce qui arrime l'homme le plus profondément, ce n'est ni la volonté de puissance, ni une quelconque volonté de jouissance, mais une volonté et un besoin de sens. Le principe de plaisir, de même que l'ambition de se faire valoir n'est qu'une motivation névrotique* ». C'est donc à un véritable recentrage que nos sociétés sont appelées, si elles veulent échapper à la névrose. La perspective de l'enfant est capitale dans l'achèvement d'un couple humain. Tout d'abord l'enfant est-il le gène de la relation amoureuse ? En second lieu est-il voulu pour lui-même, ou bien est-il l'enfant prothèse qui demain sera fourni à la demande et conforme à tous nos désirs ? Ira-t-on vers un retour au mariage ? On constate que les enfants nés hors mariage « marient » de plus en plus leurs parents. Des indices marquent un changement d'attitude par rapport à la conception du couple : « *Ce ne sont plus des images de refus qui apparaissent, comme dans les années soixante, mais le besoin de se sentir apte à prendre des responsabilités* ».

Mais ce sens des responsabilités n'est-il pas premier dans ce qui devrait être une éducation affective ? Ce n'est pas en contribuant à l'infantilisation des relations amoureuses - la propagande pour la prévention contre le Sida n'échappe pas à cette infantilisation dans le mouvement général des représentations médiatiques - mais en appelant à l'estime de l'autre que la société pourra se construire. Tony Anatrella termine son essai en citant Rilke : « *L'amour d'un être humain pour un autre, c'est peut-être l'épreuve la plus difficile pour chacun de nous, c'est le plus haut témoignage de nous-mêmes, l'œuvre suprême dont toutes les autres ne sont que des préparations* ».

Gérard LECLERC

Tony Anatrella : *Le sexe oublié*, Flammarion, prix franco : 132 F.

Irène, impératrice

Quand l'empereur de Byzance envoya ses émissaires à Athènes ramener une épouse pour son fils le Khazar, il ne se doutait pas que l'orpheline allait faire basculer le sort de l'Empire.

Il faut se souvenir, et le roman de Gaspard-Huit en est une occasion rêvée, du thème sur lequel le monde, en ce huitième siècle, s'était comme de coutume scindé d'ouest en est : les images et leur culte. Léon III, premier des isauriens, avait déjà banni comme idolâtre la dévotion naïve des iconodules; et il l'avait proclamé curieusement en 726, quatre ans après le souverain mahométan Jazid II...

Ce que cette fondamentale question théologique recouvrait concrètement en règlements de comptes sociaux et politiques entre les différentes branches du clergé, le petit peuple et le pouvoir, s'aperçoit aisément. Mais plus profondément, et non sans analogies contemporaines pour nous, un angélisme abstrait servant de prélude à la terreur d'Etat, réduisait du même coup à la clandestinité la Sainte Face de Dieu et ses mille visages incarnés parmi les hommes. En bon *autocrator*, le Copronyme s'en faisait vertu et n'avait pas de peine à vanter, comme ultime raffinement et très haute civilisation de sa seconde Rome, ce quintessenciement de la dévotion au-delà des formes.

Irène, femme de Léon et bientôt mère du malheureux Constantin Porphyrogénète, allait devoir traverser trois règnes et prendre finalement

elle-même la dignité d'*imperator* pour parvenir à rompre avec cette profonde hérésie et fonder la chrétienté orientale dans l'*orthodoxie* que nous lui connaissons. Son but final, qu'un coup d'Etat lui interdit d'atteindre, était de rétablir l'alliance avec le Saint-Empire roman d'Occident en épousant elle-même l'empereur Charlemagne.

Extraordinaire sujet pour les amateurs de décors fastueux, de batailles fracassantes, d'intrigues amoureuses et de révolutions de palais. Il est vrai qu'ici, le romancier se régale. De la précieuse rareté des mots à celle des étoffes et des armes, de l'écho que soulèvent encore en nous les fastes liturgiques dont s'entourait César en l'honneur de Dieu, des parfums et des cris des cités et des campagnes en cette transition de l'antique au médiéval, tout est peint aux couleurs d'un rêve protohistorique où la sauvagerie cohabite dans les cœurs avec la plus haute mystique.

Si bien qu'on ne sait plus, devant les yeux crevés du Porphyrogénète maudissant sa mère, comment interpréter la canonisation d'Irène selon notre vision tempérée des actions humaines. Une sainte violence peut-elle recourir à de telles armes ? A moins que l'Eglise n'ait admis à la gloire des autels à travers Irène le martyr d'un siècle tenté *charnellement* de nier le grand mystère, historique lui aussi, de l'Incarnation...

Luc de GOUSTINE

Pierre Gaspard-Huit, *De pourpre et d'or*, Irène impératrice de Byzance, éditions du Rocher/Les Belles Lettres, prix franco : 147 F.

Néo-réalisme

L'évolution actuelle du cinéma soviétique est, toute proportion gardée, comparable à celle qu'a connu le cinéma italien au lendemain du mussolinisme.



On se souvient de *La petite Véra* (1), premier film de l'URSS gorbatchévienne offert à la sagacité des spectateurs français, au printemps 1989. Aujourd'hui sortent sur nos écrans deux films de la même veine. *Taxi blues*, de Pavel Lounguine, première coproduction franco-soviétique et surtout, *Bouge pas, meurs et ressuscite*, de Vitali Kanevsky, caméra d'or (2) au dernier Festival de Cannes.

Avec ces films, le réalisme populaire hérité de Staline se met à la vitesse grand V en néo-réalisme à l'italienne. Les conditions de tournage et de production changent, les sujets s'adaptent aux préoccupations de la population soviétique : les héros positifs, les mélés socialistes et les lendemains qui chantent cèdent la place au système D, à la famine, à l'angoisse, à l'alcool et surtout à la violence sociale. De nouveaux cinéastes se révèlent. Ce qui n'est pas sans répercussions bénéfiques sur l'esthétique.

La petite Véra évoquait la vie quotidienne et le mal de vivre des jeunes dans une ville du sud de l'URSS. *Taxi blues* décrit la dérive de deux moscovites : un chauffeur de taxi et un musicien de jazz. *Bouge pas, meurs et ressuscite* raconte l'histoire de

deux enfants dans l'URSS de la fin des années quarante. De ces deux films-ci, le dernier est le plus achevé quant à la mise en scène, la direction d'acteurs et le scénario, le plus novateur du point de vue de l'esthétique et le plus touchant.

Malgré des sujets différents, la question lancinante que posent tous les cinéastes de la nouvelle vague soviétique reste identique : y a-t-il un moyen de s'en sortir et si oui lequel ? Les réponses divergent. Pour Vassili Pichul, le réalisateur de *La petite Véra*, il n'y aurait point de salut hors la voie tracée par Gorbatchev. Lounguine, plus pessimiste, pousse la violence sociale à son paroxysme : la société soviétique sombre petit à petit dans l'anarchie. Par sa hauteur de vue et sa manière de relativiser les situations les plus dramatiques, Kanevsky dans *Bouge pas...* est sans aucun doute le plus optimiste. La société soviétique est aujourd'hui à l'agonie - on le serait à moins après 70 ans de communisme - mais il n'y a aucune raison objective de ne pas s'en sortir. Et s'il fallait prendre le titre de ce film à la lettre ?

Nicolas PALUMBO

(1) Cf. n°518 de *Royaliste*, juin 1989.
(2) Prix qui récompense la meilleure première œuvre.

D'accord avec nous ?

**Alors adhérez à
la N.A.R. !**

ILE-DE-FRANCE

La **lettre de liaison** de la Fédération d'Ile-de-France («**Idéfix**») du mois de novembre, **est parue**. Cette lettre donne à la fois un compte-rendu des activités des militants de la Fédération et un agenda des activités prévues pour le mois. Rappelons que cette lettre est envoyée aux adhérents de la NAR ainsi qu'aux personnes ayant demandé explicitement à la recevoir (et ayant versé 15 F pour participation aux frais ...).

MOSELLE

Bertrand Renouvin sera à Metz le **jeudi 8 novembre** pour une conférence-débat sur le thème « Raisons et passions du militantisme » organisée autour de son roman : « Les enfants de Kropotkine ». Cette conférence aura lieu le jeudi 8 novembre à 19 heures au Salon Ricard (Centre Saint-Jacques à Metz, bâtiment V).

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 22 F).

AVIS IMPORTANT - Nous demandons instamment aux auditeurs des «**Mercredis**» de faire l'effort d'arriver à l'heure (avant 20 h). Les arrivées tardives sont une gêne pour les autres et une impolitesse vis-à-vis de notre invité. Merci de tenir compte de cet avis, ce qui nous évitera d'avoir à prendre des mesures plus radicales...

PHOTOS

Des photos du comte de Paris, chef de la Maison de France, sont disponibles à notre service librairie. Elles existent en trois formats. Tarif franco : format 9x13 : 12 F - format 13x18 : 29 F - format 18x24 : 58 F.

Dans ces trois formats et au même prix, existent aussi les photos de la comtesse de Paris, du comte de Clermont, du prince Jean.

Egalement disponible (format 13x18) la photo officielle de la cérémonie d'Amboise représentant le comte de Paris et ses deux petits-fils, avec la signature des trois princes. Prix franco : 29 F.

URGENT : L'administration de la NAR recherche pour petits travaux de bureau, personnes disponibles quelques heures par semaine. S'adresser à Y. Aumont en téléphonant au journal.

CONSEIL NATIONAL

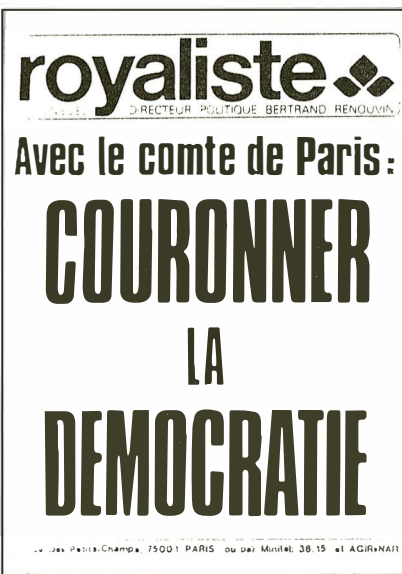
Le Conseil National de la NAR se réunira le samedi 10 novembre à Paris. Le lendemain dimanche 11 novembre les délégués de la NAR viendront se joindre aux membres du Conseil National pour la «**journée des délégués**».

En raison de ces deux réunions nos locaux seront exceptionnellement fermés les 10 et 11 novembre.

AFFICHES

De format **40X60 cm**, imprimées en noir sur fond jaune, elles reproduisent le titre de notre journal accompagné du slogan : «**Avec le comte de Paris, couronner la démocratie**».

Tarif (prix franco) : 48 ex. : 56 F - 95 ex. : 100 F - 140 ex. : 137 F - 240 ex. : 213 F.



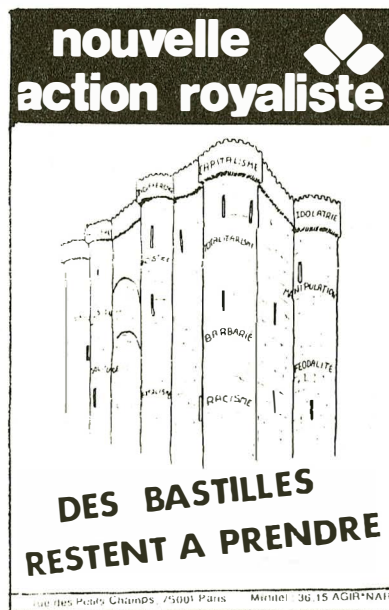
RELIURES

Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue avec inscription «**Royaliste**». Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 70 F franco.

NOUVELLES AFFICHES

De format 40x60 cm, imprimées en noir sur fond jaune, avec le slogan «**Des bastilles restent à prendre**».

Tarif (franco de port) : 48 ex. : 56 F - 95 ex. : 100 F - 140 ex. : 137 F - 240 ex. : 213 F - 340 ex. : 287 F - 500 ex. : 410 F.



● **Mercredi 7 novembre** - L'actualité nous montre une Afrique confrontée à la violence et à la misère et exposée à la déstabilisation politique. Quel est le bilan des trente dernières années, et faut-il désespérer d'un continent qu'on dit «**mal parti**» ? Rédacteur en chef de la revue «**Marchés tropicaux**», **François GAULME** répondra à ces questions avec sa double compétence d'anthropologue et de journaliste.

● **Mercredi 14 novembre** - Si l'écologie est au centre de débats passionnés, savons-nous vraiment de quoi nous parlons lorsque nous invoquons la nature et lorsque nous mettons en question le projet industriel ? Pour mieux apprécier les enjeux, nous avons invité **François GUERY**, professeur de philosophie à l'Université de Lyon et auteur d'un livre sur «**La Société industrielle et ses ennemis**» à nous présenter sa réflexion sur «**Nature et Industrie**».

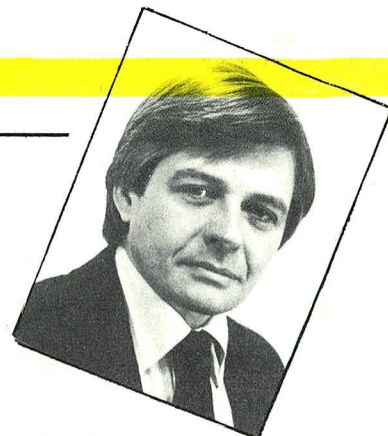
Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :
.....
.....

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

«**Royaliste**», 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris



Face aux révoltes sociales

Tentons encore une fois de tracer une esquisse, faute de pouvoir brosser l'ensemble du tableau. L'examen de la société française et l'interprétation des mouvements qui l'agitent exigent en effet une grande prudence. Les théories explicatives font défaut ou vivent au rythme de la mode et la complexité des phénomènes décourage les prévisions...

Et puis il y a cette impression de tourner en rond, puisque la question qui se pose en octobre 1990 est identique à celle de l'automne précédent. Qu'y avait-il de commun entre la grève des usines Peugeot, la grève des gardiens de prison, celle des fonctionnaires des impôts, et la protestation des gendarmes ? Qu'y a-t-il aujourd'hui de commun entre les manifestations paysannes, les émeutes de Vaulx-en-Velin, les manifestations de lycéens et celle, inouïe, des magistrats en grève ? L'angoisse et la colère, assurément, de ceux qui, à des titres divers, sont menacés, délaissés, voire niés dans leur existence même. Mais de là à voir dans ces mouvements l'esquisse d'un « front » de luttes contre un adversaire clairement identifié...

Aussi, la solution la plus facile serait de considérer ces agitations comme de simples poussées de fièvres promises, comme tant d'autres, à un rapide oubli. Mais les révoltes reviennent trop souvent pour que l'on puisse croire sérieusement que les injustices et les misères s'effacent ou se déplacent aussi rapidement que les images sur nos écrans. Point de dilution, mais au contraire accumulation de rancœurs, de désespoirs et de colères. Jusqu'où ? Nul ne le sait. Comment y répondre ? C'est là qu'on attend le gouvernement.

MODELES

Jusqu'à présent, le pouvoir politique a fait preuve d'une indéniable bonne volonté, ouvert des « chantiers » de réforme, augmenté des budgets, misant sur la gestion rigoureuse pour améliorer la situation. Mais il y a, hélas, le décalage entre l'effort et sa traduction, la superposition des structures, l'auto-paralysie administrative, l'irresponsabilité. Impression affligeante d'un Etat toujours en retard sur un « problème », courant colmater

une brèche sans voir celle qui s'ouvre un peu plus loin, multipliant les bonnes paroles et les commissions de réflexion ou d'enquête, présentant ses excuses, navré de ne plus avoir un sou pour satisfaire la revendication du moment. Cette politique modeste, concevable par temps calme, n'est pas capable de remédier au malaise social, aux révoltes latentes, à la crise d'une société réputée égalitaire et qui tolère les logiques de ségrégation et d'exclusion.

Ce ne sont pas les moyens qui manquent, ni la volonté, mais une idée simple et directrice, un projet capable de mobiliser et de fédérer et auquel on puisse, si besoin est, s'opposer nettement. Pour s'en tenir aux cent dernières années, souvenons-nous que tous les régimes ont trouvé leur dynamisme, à tort ou à raison, dans une visée ou un mythe. Pour la 3^e République, c'était l'idée du progrès par la science et l'éducation, pour la 4^e République naissante celle de la reconstruction et de la modernisation, pour le gaullisme la possibilité, offerte par la croissance économique, de l'ascension sociale et du bien être. Ces modèles successifs n'ont pas survécu à la mise en question du progrès, à l'érosion de l'humanisme républicain, et aux multiples ravages provoqués par la crise économique. Et l'espérance révolutionnaire s'est elle aussi effondrée, ce qui n'est pas sans conséquences sur la dynamique sociale et quant au regard que nous portons sur la société.

DYNAMIQUE

Sur ces décombres, nous avons vu s'affirmer au cours des années quatre-vingt la figure de l'individu-roi, la « morale » de la concurrence et de l'enrichissement, l'idéologie de la communication, le mythe du grand marché européen. Las. Ce modèle est lui aussi entré en crise quand on s'est aperçu que l'individualisme, d'ailleurs abrité par l'Etat, ne faisait que déplacer la violence, que la morale de la compétition, professée par les puissants et les riches, implique que les faibles soient écrasés, et que la communication ne sauve pas de la solitude.

Alors ? Alors il faut que les responsables politiques (gouvernement, parti dominant) sortent de l'impressionnisme,

osent présenter une analyse, certes provisoire et révisable, de notre société. Il faut qu'ils présentent un projet simple, immédiatement compréhensible, et qu'ils inscrivent leurs actes dans cette perspective. On s'impacienterait moins des inévitables retards et défauts dans la gestion quotidienne si des repères existaient sur un chemin clairement tracé. Et les contestations gagneraient en force et en cohérence si elles trouvaient, au lieu d'une argumentation technique, souvent dilatoire, une conviction et des intentions politiques. Pas de dynamique sociale sans une dialectique fondée.

Illusion d'un grand dessein que la complexité des choses vouerait à l'échec ? Au contraire. Les politiques ont à leur disposition une somme considérable d'analyses, d'expériences et de propositions qui peuvent nourrir une nouvelle ambition collective. Il y a l'Europe toute entière à reconstituer et la communauté francophone à vivifier. Il y a tout ce qui concerne notre manière d'habiter les villes et les campagnes, qui implique une nouvelle citoyenneté. Il y a, contre l'injustice néolibérale et la violence de l'argent, la nécessité de redéfinir la politique économique et le sens même du développement. Les idées sont là, en attente d'une mise en perspective et d'un commencement de réalisation.

Par où commencer ? Sans aucun doute par une action exemplaire de l'Etat, qui tendrait à sa propre réforme : restauration de l'autorité gouvernementale sur l'administration, de l'indépendance de certains ministères par rapport aux groupes de pression, lutte contre la paralysie bureaucratique, concentration des pouvoirs de décision et des moyens financiers pour les tâches prioritaires - la ville, l'intégration, la politique industrielle... De là tout peut succéder, dès lors que l'Etat restauré dans son autorité - c'est à dire capable de donner sens et cohérence à l'action - se montrerait capable d'accueillir les diverses protestations sociales au lieu de les étouffer ou de les réprimer. Face aux révoltes latentes ou exprimées nous avons besoin, ô socialistes de 1981, d'une révolution tranquille.

Bertrand RENOUVIN